

Résolution du conseil départemental de l'Union Départementale FO de la Haute-Loire du 8 novembre 2024

POUR L'ABROGATION DE LA REFORME DES RETRAITES, CONTRE LE BUDGET BARNIER, POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, POUR LA DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE, DES SERVICES PUBLICS, DES STATUTS ET DES CONVENTIONS COLLECTIVES L'HEURE N'EST ELLE PAS A LA RIPOSTE INTERPROFESSIONNELLE ?

Nous, les 200 militants du public et du privé, représentants les syndicats FORCE OUVRIERE de Haute-Loire, réunis lors du Conseil Départemental de l'Union Départementale FO le vendredi 8 novembre au Puy en Velay sous la présidence de Frédéric SOUILLLOT, Secrétaire Général de la Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE rappelons notre exigence de cessez-le-feu immédiat en Palestine, au Liban comme en Ukraine et partout dans le monde, l'arrêt du Génocide à Gaza, la libération de tous les otages et prisonniers politiques et l'arrêt des livraisons d'arme.

Nous avons pris connaissance de l'appel à la grève des organisations syndicales de la SNCF contre le démantèlement du Fret ferroviaire et contre la poursuite de la liquidation/privatisation de la SNCF le 21 novembre et de leur menace de la poursuite de la grève si la direction ne répondait pas immédiatement aux revendications. Ils ont raison, leur méthode est la bonne !

- Alors que dans la Fonction Publique, la volonté de Barnier de mettre en place 3 jours de carence et de diminuer les traitements de 10% pour les agents en arrêt maladie cristallise une immense colère, à laquelle s'ajoute l'annonce de 4000 suppressions de postes d'enseignants, la fermeture de 2000 écoles publiques, la suppression de dizaines de milliers de postes dans la fonction publique territoriale !
- Alors que face à la destruction de l'hôpital, à l'image des mobilisations qui se multiplient dans les hôpitaux, depuis cet été, comme à Clichy, à Nantes ou à Clermont Ferrand ..., le syndicat FO du Centre Hospitalier Emile Roux du Puy a déposé un préavis de grève avec la CGT pour l'arrêt des fermetures de lit, la réouverture du service de soins palliatifs, la réouverture des urgences 24h/24h sans filtration,
- Alors que Barnier lance une offensive de destruction accélérée de la sécurité sociale de 1945 par le pillage des caisses par les exonérations de cotisations sociales, par la recherche de 15 Milliards d'économie en s'attaquant aux arrêts de travail, au droit aux Indemnités Journalières, à l'indépendance du Service du Contrôle Médical, aux remboursements de plus en plus de médicaments ...
- Alors que l'année 2024 sera une nouvelle année de gavage pour les grandes entreprises et pour les actionnaires et que Barnier refuse de taxer les plus hauts revenus, refuse de donner un véritable coup de pouce au SMIC, décide de geler le salaire des fonctionnaires et de bloquer l'augmentation réglementaire du montant des retraites et des pensions de 6 mois,
- Alors que les annonces de fermetures d'usines, de sites et de licenciements se multiplient et que Auchan annonce la suppression de 2389 emplois en France, que Michelin annonce la fermeture des usines de Cholet et de Vannes, la suppression de 1254 emplois et 6 semaines de chômage technique pour les salariés du site de Blavozy, que Valéo annonce la fermeture des sites à l'Isle-d'Abeau, à La Suze-sur-Sarthe et à La Verrière et une menace sur 1150 emplois,

- Alors que Barnier confirme la poursuite des mesures d'exonérations fiscales et sociales pour les grandes entreprises permettant aux patrons de continuer à faire ce qu'il veulent contre les emplois, les conditions de travail et les augmentations de salaire,
- Alors que Barnier prépare une nouvelle loi immigration toujours plus dangereuse pour notre démocratie et notre cohésion sociale et une nouvelle loi travail contre les organisations syndicales remettant en cause les prérogatives des élus du personnels.
- Alors que Barnier refuse d'abroger la réforme des retraites Macron/Borne pourtant toujours autant rejetée par les travailleurs,

Nous ne devons pas laisser les cheminots, les hospitaliers, les salariés qui se mobilisent pour leurs emplois et leurs conditions de travail tout seuls, c'est tous ensemble que nous devons riposter.

Toutes ces annonces constituent une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs : la sécurité sociale, les services publics, les statuts et les conventions collectives tout doit y passer ! Alors que Barnier envisage d'utiliser une nouvelle fois l'arme anti-démocratique du 49.3 pour faire passer son budget insupportable, nous estimons d'une nécessité absolue et de notre plus grande responsabilité d'organiser sans attendre une mobilisation d'ampleur.

D'autant plus que toutes ces attaques sont dictées par un gouvernement minoritaire et illégitime qui poursuit et aggrave les politiques destructrices des gouvernements précédents rejetées dans la rue et dans les urnes. Tout l'édifice ne tient qu'à un fil. Nous souscrivons aux propos de Frédéric Souillot qui indique que « *l'abrogation de la réforme des retraites est à portée de main.* » **Face à la faiblesse de Macron et du gouvernement Barnier, continuons de lutter contre la réforme des retraites. La situation n'a jamais été aussi propice pour obtenir satisfaction. C'est cette idée que nous devons remettre au centre des discussions.**

Les salariés de Boeing, rejoints par les dockers de la côte ouest des États Unis ont arraché, par la grève reconduite et le blocage, des augmentations de salaire allant jusqu'à 62%. Ne nous montrent-ils pas la marche à suivre ? **Pour bloquer Barnier, l'heure n'est elle pas à l'action interprofessionnelle déterminée, tous ensemble.**

La fédération FO des fonctionnaires a proposé aux autres fédérations d'appeler à 3 jours de grève en réponse à la volonté de Barnier de mettre en place de 3 jours de carence et de diminuer le traitement des agents en arrêt maladie. Il est évident que, sous peu, les patrons feront en sorte que cela s'applique également à tous les salariés du privé. **Ne faut-il donc pas répondre favorablement à cette initiative, tous ensemble, salariés du privé et du public ? Ne faut-il pas rejoindre les cheminots pour frapper au même moment ?**

Le Conseil Départemental appelle les syndicats FO à soumettre ces questions partout sur les lieux de travail, dans les usines, les entreprises, les services, en multipliant les réunions, les assemblées générales, les rencontres avec les salariés, dans l'unité syndicale si possible, en dressant les cahiers de revendications et en décidant de l'action efficace pour les faire aboutir.

Dans ce cadre, nous donnons mandat aux instances de l'Union Départementale pour prendre contact, dans les plus brefs délais, avec les autres organisations syndicales du département pour organiser l'action commune sur nos revendications et en répondant positivement aux initiatives qui seraient prises.